

# DJIBOUTI

DJIBOUTI	2017
Population (millions)	0.957
PIB (milliards de dollars courants)	1.844
PIB par habitant (dollars courants)	1,927.60
Seuil de pauvreté national	21.1
Taux de pauvreté international (1,9 USD)	16
Indices de Gini	0.42
Espérance de vie à la naissance (2016)	62.5
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut)	96

Sources : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles

*Le renforcement de la capacité de réexportation liée aux nouvelles infrastructures ferroviaires et à l'amélioration des installations portuaires, associé à la construction de la nouvelle zone de libre-échange, a relancé la croissance, qui devrait atteindre 7 % à moyen terme. Les soldes budgétaire et extérieur devraient s'améliorer, tandis que le fort endettement suscite des mesures correctives. Le principal défi à relever est d'encourager une transformation plus large dans le sillage du succès du modèle de commerce de transit, alors que 21 % de la population vivait dans l'extrême pauvreté en 2017 et que 47 % des actifs étaient sans emploi.*

## Évolution récente

Selon les estimations, la croissance devrait atteindre 6,7 % en 2018, contre 5,7 % en 2017, stimulée par la capacité de réexportation liée aux nouvelles infrastructures ferroviaires et à l'amélioration des installations portuaires, associée à la construction de la nouvelle zone franche destinée au traitement des exportations. Du côté de la demande, la croissance devrait être soutenue par la hausse des exportations nettes et des investissements. Les services logistiques liés aux activités portuaires et le développement des activités industrielles devraient stimuler la croissance du côté de l'offre. L'inflation devrait s'établir autour de 2 % en 2018, contre 0,6 % en 2017, sous l'effet de la hausse de la demande.

Le solde de l'administration publique devrait afficher un excédent de 0,6 % du PIB en 2018, grâce à la réduction progressive des dépenses d'investissement, qui devraient atteindre environ 6 % du PIB, contre 26 % en 2016. Parallèlement, les recettes publiques devraient se stabiliser à environ 32 % du PIB en 2018. Le solde primaire de l'administration publique (hors subventions) devrait rester légèrement déficitaire (0,4 % du PIB) en 2018, avant de devenir excédentaire à moyen terme grâce à la poursuite du rééquilibrage budgétaire et à la croissance économique. Un déficit courant de 9,9 % du PIB est attendu en 2018, illustrant ainsi l'amélioration continue de la situation par rapport aux déficits à deux chiffres des années précédentes. Bien que les résultats à l'exportation s'améliorent, les importations de biens d'équipement devraient rester importantes en raison de l'augmentation des investissements dans la nouvelle zone franche de traitement des exportations. L'afflux d'IDE (11,5 % en 2018) lié à cette nouvelle zone continuera de financer l'essentiel du déficit courant. Les réserves en devises devraient rester suffisantes pour couvrir environ cinq mois d'importations ; les avoirs extérieurs nets, estimés à 70 % du PIB, sont suffisants pour couvrir la masse monétaire au sens large ainsi que les besoins des caisses d'émission. Le secteur bancaire reste globalement sain grâce au renforcement de la surveillance exercée par la Banque centrale. Bien que le ratio liquidité/actif ait augmenté, le portefeuille de prêts des banques commerciales demeure faible, car les prêts improductifs ont connu une forte hausse, de 11,7 % du total des prêts en 2012 à 22,5 % en 2016 et à 16,5 % en 2017, selon les estimations. Les autorités attribuent cette hausse au resserrement des exigences en matière de classification des prêts. La dette publique devrait être ramenée du niveau record enregistré en 2017 (environ 95 % du PIB) à environ 82 % en 2018, sous l'effet des mesures gouvernementales de restriction des nouveaux emprunts.

Selon les estimations, 16 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté international de 1,90 dollar par jour en 2017. Le dernier taux officiel d'extrême pauvreté, calculé à partir d'une enquête réalisée en 2017, s'élève à 21,1 % à l'échelle nationale. Les données de 2017 indiquent que le taux de pauvreté dans les régions était plus du double de la moyenne nationale (45,0 %), tandis que le taux de pauvreté à Djibouti-ville était nettement plus faible (13,6 %). Le taux d'extrême pauvreté est très élevé en zone rurale, où il était de 62,6 % en 2017 selon les estimations.

## Perspectives

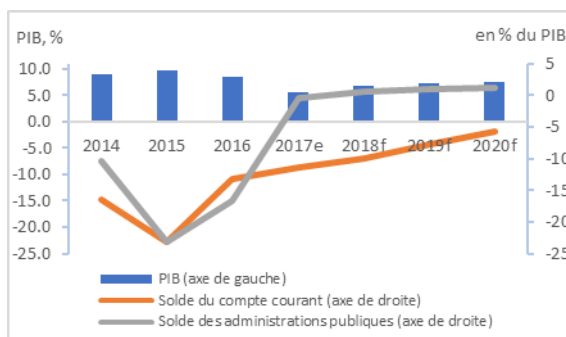
Les perspectives à court terme suggèrent un renforcement continu de la croissance, supérieure à 7 % en 2019-2020, grâce à l'augmentation de la capacité de réexportation et à la reprise du transit commercial éthiopien, à mesure que l'effet de la dévaluation du birr éthiopien sur ses importations diminue. De plus, le récent changement de dirigeant en Éthiopie devrait favoriser l'ouverture de l'économie éthiopienne et stimuler le transit commercial dans les ports djiboutiens, malgré l'émergence potentielle d'autres ports de la Corne de l'Afrique comme Berbera et Assab. L'excédent budgétaire devrait atteindre environ 1 % du PIB en 2019-2020 sous l'effet de la politique de rééquilibrage et de la croissance de l'économie. Le déficit courant tombera en dessous de 6 % du PIB à l'horizon 2020, avec la reprise attendue des exportations de services logistiques et de l'activité de traitement des exportations dans la nouvelle zone franche. À court terme, l'exportation de services et d'autres secteurs, tels que le commerce, les télécommunications, le tourisme, la pêche, l'industrie légère et les transports, devraient soutenir la croissance. Bien que la dette publique devrait continuer de diminuer, elle restera supérieure à 60 % du PIB au cours de la période de prévision, en raison du prêt accordé par la Chine pour l'infrastructure ferroviaire, pour lequel aucun accord de restructuration n'a été conclu. Les flux d'IDE et les transferts de capitaux continueront de financer le déficit. Les réserves permettront de maintenir l'ancrage du franc djiboutien au dollar américain à 177,72 FD pour un dollar. L'inflation devrait atteindre 3 % d'ici à 2020, sous l'effet de la hausse de la demande dans les secteurs du logement et des services.

Le taux de pauvreté (à 1,9 dollar PPA par jour en 2011) devrait se situer autour de 13 % en 2019, et continuer de baisser à moyen terme si la croissance économique s'accompagne de l'essor du secteur privé. Le suivi du bien-être national devrait faire un grand pas en avant : les données de l'enquête sur la consommation des ménages de 2017 devraient être publiées au cours des prochains mois, tandis que des efforts sont en cours pour faciliter l'accès aux enquêtes précédentes menées par la Direction de la statistique à Djibouti.

## Risques et défis

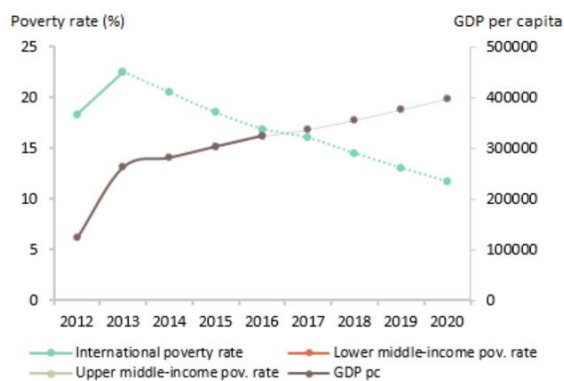
Le principal défi à relever concerne la consolidation des acquis du modèle de commerce de transit, grâce à la maîtrise de la dette publique et à la création d'emplois pour réduire le chômage et la pauvreté. Pour relever ce défi, il faudra : 1) renforcer la capacité institutionnelle pour faciliter la gestion de la dette et améliorer les services publics afin de développer le capital humain ; 2) réformer le régime fiscal pour élargir l'assiette de l'impôt et accroître la mobilisation des recettes intérieures afin d'augmenter la marge de manœuvre budgétaire en matière d'investissements sociaux ; et 3) alléger davantage le système de réglementation commerciale et assouplir les contraintes structurelles liées aux coûts de production élevés. La forte dépendance extérieure rend l'économie vulnérable aux chocs externes tels que la hausse des prix des denrées alimentaires ou des carburants. Les risques à la hausse comprennent : i) les gains de Djibouti dans le cadre du projet chinois de nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative) ; ii) la restructuration du prêt ferroviaire ; et iii) l'approfondissement de l'intégration économique avec l'Éthiopie et les retombées des nouveaux projets majeurs de son voisin, notamment dans le secteur énergétique.

**GRAPHIQUE 1 Djibouti** / Croissance, solde budgétaire et solde courant



Sources : Gouvernement de Djibouti et projections des services de la Banque mondiale.

**GRAPHIQUE 2 Djibouti** / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant (UMN constante)



Sources : Banque mondiale. Note : voir tableau 2.

**TABLEAU 2 Djibouti / Indicateurs Macro Poverty Outlook**

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)						
	2015	2016	2017 e	2018 p	2019 p	2020p
<b>Croissance du PIB réel aux prix du marché</b>	9.7	8.6	5.7	6.7	7.3	7.5
Consommation privée	15	-18	38	4.5	7.2	6.3
Consommation publique	7.4	12.4	9.3	11.2	4.7	7.7
Investissement brut en capital fixe	45.4	27.2	-39.7	1.2	1.1	0.9
Exportation de biens et services	10.5	4.8	4.9	9.8	10.1	10.3
Importation de biens et services	28.9	-5	8	6	5.5	5.8
<b>Croissance du PIB réel aux prix constants des facteurs</b>	9.7	8.6	5.7	6.7	7.3	7.5
Agriculture	0.7	3	3.5	2.7	4.7	4
Industrie	5.5	4.7	3.1	10	8.5	7.1
Services	10.8	9.5	6.3	6.1	7.1	7.6
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	2.2	2.5	0.6	2	2.5	3
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-23.1	-13.3	-11.3	-9.9	-7.8	-5.7
<b>Solde Budgétaire (% of GDP)</b>	-23.2	-16.7	-0.5	0.6	0.9	1.2
<b>Dette (% du PIB)</b>	75.9	93.4	94.8	81.9	75.1	68.4
<b>Balance primaire, excl. subventions (% du PIB)</b>	-27.2	-20.3	-2.4	-0.4	0.1	0.7
<b>Ratio du nombre de pauvres à 1,9 USD en 2011 PPA (%)</b>	18.5	16.9	16	14.5	13	11.7

Sources : Banque mondiale, Macroéconomie, Pratique mondiale du commerce et de l'investissement et Pratique mondiale de la pauvreté.

Remarque: e = estimation; p= prévision.